

Cote du document:	<u>EB 2008/95/R.36/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>11 e) i)</u>
Date:	<u>17 décembre 2008</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la Bosnie-Herzégovine pour le

Projet d'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quinzième session
Rome, 15-17 décembre 2008

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après.

Abdelaziz Merzouk

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2634
courriel: a.merzouk@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du projet	iv
Résumé du prêt	v
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	4
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	5
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	6
K. Durabilité	6
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Garanties importantes incluses dans l'accord de prêt négocié	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

PME	Petite et moyenne entreprise
UCP	Unité de coordination du projet
UCPA	Unité de coordination des projets agricoles

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la Bosnie-Herzégovine pour le projet d'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Carte de la zone du projet



Source: FIDA
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Bosnie-Herzégovine

Projet d'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural

Résumé du prêt

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Bosnie-Herzégovine
Organismes d'exécution:	Ministère de l'agriculture, des forêts et de la gestion de l'eau de la Republika Srpska et Ministère de l'agriculture, de la gestion de l'eau et des forêts de la Fédération de Bosnie-Herzégovine
Coût total du projet:	25,6 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	7,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 11,1 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA :	20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, assorti d'un taux d'intérêt égal à la moitié du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds
Cofinanceurs:	Fonds de l'OPEP pour le développement international Institutions financières participantes
Montant du cofinancement:	Fonds de l'OPEP pour le développement international: 6,0 millions d'USD Institutions financières participantes: 2,1 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	À déterminer
Contribution de l'emprunteur:	2,5 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	3,9 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Proposition de prêt à la Bosnie-Herzégovine pour le projet d'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. En dépit de la croissance économique régulière enregistrée par le pays, quelque 20% de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté et environ 80% des pauvres se trouvent en zone rurale. Alors que la perspective de l'intégration de la Bosnie-Herzégovine dans l'Union européenne se rapproche, les donateurs s'attachent essentiellement à fournir un appui aux politiques et aux institutions pour faciliter la transition. Pourtant, le chômage (29%) et le sous-emploi persistent et poussent de nombreuses personnes à revenir en milieu rural en quête de possibilités d'amélioration de leurs moyens de subsistance.
2. Le projet d'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural, qui fera fond sur les stratégies de réduction de la pauvreté appliquées précédemment avec succès en Bosnie-Herzégovine, sera axé principalement sur l'accroissement des revenus monétaires et la création d'emplois. À cet effet, le projet s'attachera à accroître la valeur ajoutée et la productivité dans le secteur agricole et à encourager la participation des organisations de petits producteurs dans les filières; améliorera les possibilités d'emploi salarié et d'activités indépendantes dans des microentreprises et des petites et moyennes entreprises (PME) extra-agricoles en milieu rural; intensifiera les investissements dans la petite infrastructure de liaison avec les marchés; et améliorera l'accès aux services financiers en milieu rural.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

3. Il est proposé que le FIDA accorde à la Bosnie-Herzégovine un prêt d'un montant de 7,5 millions de DTS (équivalant approximativement à 11,1 millions d'USD), à des conditions intermédiaires, pour contribuer au financement du projet d'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural. Ce prêt aura une durée de 20 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, et sera assorti d'un taux d'intérêt égal à la moitié du taux d'intérêt de référence annuel déterminé chaque année par le Fonds.

Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

4. L'allocation fixée pour la Bosnie-Herzégovine au titre du SAFP est de 11,118 millions d'USD sur les trois ans du cycle SAFP (2007-2009).

Corrélation avec les critères du cadre national de dépenses à moyen terme

5. Le projet, comme tous ceux menés dans le pays avec un financement du FIDA, s'intègre parfaitement dans le cadre de dépenses à moyen terme et la stratégie de développement du gouvernement, telle que révisée en 2006 (aussi appelée document de stratégie pour la réduction de la pauvreté).

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

6. Le risque de surendettement de la Bosnie-Herzégovine est de faible à moyen, les principaux indicateurs étant au-dessous du seuil d'endettement pertinent spécifique au pays. La gestion macroéconomique est saine et la croissance du PIB réel est d'environ 6% par an. Le bilan des projets financés par le FIDA dans le pays est satisfaisant, puisque tous les prêts ont été intégralement remboursés avant échéance.

Flux de fonds

7. Les fonds provenant du prêt du FIDA seront acheminés selon les modalités décrites dans l'accord type de financement conclu entre le Fonds et le gouvernement. Un compte spécial libellé en dollars des États-Unis sera ouvert par la Republika Srpska et la Fédération de Bosnie-Herzégovine. En outre, la Fédération ouvrira un deuxième compte spécial pour le prêt accordé par le Fonds de l'OPEP pour le développement international. Chaque entité ouvrira en outre un compte de projet libellé en monnaie locale.

Modalités de supervision

8. Le FIDA se chargera de la supervision du projet, de la gestion du prêt et fournira un appui à l'exécution, le cas échéant.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

9. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

10. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) un audit indépendant des comptes et des états financiers, qui sera réalisé chaque année conformément aux normes internationales; ii) une supervision étroite et un appui à l'exécution; et iii) des clauses dans l'accord de financement relatives à l'exploitation et à l'entretien de l'infrastructure mise en place avec les fonds du projet.

C. Groupe cible et participation**Groupe cible**

11. Les bénéficiaires du projet seront quelque 29 000 ménages indigents ou à la limite de l'indigence de 29 municipalités dans lesquelles le niveau de pauvreté est élevé et celui de développement faible. La plupart de la population rurale pratique l'élevage et la petite agriculture. Le groupe cible comprendra: i) les populations rurales très pauvres, qui ne possèdent pas de terre, ont mis leur terre sous bail ou produisent le strict minimum nécessaire à leur survie; ii) les agriculteurs de subsistance ou de semi-subsistance, en particulier ceux qui souhaitent passer à des cultures plus commerciales; iii) les microentrepreneurs en milieu rural; et iv) les chômeurs, les personnes sous-employées et les ruraux exerçant une activité indépendante. Au sein de ces catégories, le projet s'attachera à mettre en valeur les femmes rurales pauvres.

Méthode de ciblage

12. Conformément à la politique du FIDA sur le ciblage et au Cadre pour l'intégration des questions de parité hommes-femmes dans les opérations, le projet appliquera une méthode fondée essentiellement sur le ciblage géographique et sexospécifique, tout en adoptant, si possible, l'autociblage, le ciblage direct, le ciblage de filières, des mesures d'encouragement et d'autonomisation et des mécanismes de renforcement des capacités dans les diverses composantes et activités du projet.

Participation

13. Toutes les composantes et activités menées au titre du projet exigent la participation active et la contribution des clients et bénéficiaires, sous forme d'initiatives et d'apports en espèces et en nature. Le projet se fonde sur un recensement participatif et systématique des possibilités d'investissement dans les municipalités sélectionnées, classées par ordre de priorité en fonction de leur incidence potentielle sur la réduction de la pauvreté, leur rentabilité, leur durabilité, la viabilité institutionnelle et la capacité de créer des emplois en milieu rural.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

14. Le projet vise à améliorer de manière durable les moyens d'existence, en particulier le niveau des revenus et de l'emploi au sein des communautés rurales de la zone du projet. Les principaux objectifs à cet effet sont les suivants: i) accroître la production, la rentabilité et la qualité des produits agricoles et naturels; ii) promouvoir l'autonomie des groupements et associations de producteurs et renforcer leurs capacités; iii) favoriser la création d'entreprises, appuyer les entreprises et encourager la participation des producteurs dans les filières; iv) construire ou remettre en état les installations de production et de commercialisation; et v) mettre à disposition des crédits et les rendre accessibles aux communautés rurales pauvres qui souhaitent investir dans des filières prioritaires.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

15. Le projet appuiera les organisations qui œuvrent en faveur des pauvres (associations et coopératives de producteurs) pour qu'elles fassent valoir les intérêts des producteurs primaires, en leur permettant d'exprimer les problèmes et les besoins à l'échelle locale et de solliciter des améliorations d'ordre administratif et décisionnel. Plus précisément, il dispensera une formation sur toute une gamme de questions ayant trait à la défense des intérêts, à la création de réseaux, à la constitution d'organisations, à la gestion financière et à la commercialisation.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

16. Le projet s'inscrit dans le droit fil des objectifs stratégiques du FIDA et de l'exposé sur les options et stratégies d'intervention par pays de 2005 pour la Bosnie-Herzégovine. Il appuiera la diversification des revenus et les moyens de subsistance en milieu rural dans le double contexte de la transition économique alors que le pays sort d'un conflit et de l'adhésion à l'Union européenne. Il favorisera la commercialisation des récoltes des petits producteurs, les entreprises commerciales rurales et les activités rémunératrices extra-agricoles en recourant à l'approche-filière, qui offre la meilleure option pour consolider les liens commerciaux entre les petits producteurs, le secteur commercial et les marchés.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

17. Le projet est conforme à la stratégie de développement à moyen terme du gouvernement, et plus particulièrement à sa politique agricole qui vise: i) à mettre en valeur le potentiel naturel et humain et à créer des emplois en milieu rural; ii) à renforcer la compétitivité du secteur agricole national; et iii) à favoriser le développement des zones rurales.

Harmonisation avec les partenaires du développement

18. Outre le partenariat avec le Fonds de l'OPEP pour le développement international, l'exécution du projet se fera en collaboration, avec notamment des mécanismes de coordination nationaux qui permettront la concertation aussi bien entre les donateurs qu'entre ceux-ci et le gouvernement et les autorités/institutions locales compétentes, de manière à harmoniser davantage l'aide extérieure au développement. Dans ce cadre, le projet créera des synergies entre les activités de projet et les efforts menés par des donateurs bilatéraux et internationaux pertinents engagés dans le développement régional et rural.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

19. Le programme comprend quatre composantes: i) production agricole et organisations paysannes (25% des ressources totales); ii) création d'entreprises en milieu rural (31%); iii) finance rurale (33%); et iv) coordination et gestion du projet (11%).

Catégories de dépenses

20. Les principales catégories de dépenses prévues sont les suivantes: i) fonds du projet; ii) travaux de génie civil; iii) assistance technique, formation et études; iv) sous-traitance; v) véhicules et équipement; et vi) dépenses de fonctionnement supplémentaires.

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

21. Le projet sera mis en œuvre selon les mêmes modalités que le projet de développement de l'élevage et du financement rural et le projet de renforcement des entreprises rurales. Les principaux acteurs, au plus haut niveau, seront le Ministère des finances et du Trésor au niveau de l'État et les Ministères des finances et de l'agriculture des entités et leur organisme bancaire respectif. De hauts responsables au sein des trois organes cités constitueront le noyau dur du comité de pilotage du projet dans chaque entité. Le directeur de projet sera le secrétaire du comité de pilotage. Au titre du projet, le comité de pilotage sera prié d'associer à ses travaux des représentants d'autres parties prenantes (ONG, secteur privé, associations et coopératives de producteurs ou autres organisations paysannes et communautaires).

Responsabilités en matière d'exécution

22. Les Ministères de l'agriculture de chaque entité assumeront la responsabilité globale de l'exécution du projet. L'unité de coordination du projet (UCP) et l'unité de coordination des projets agricoles (de la Republika Srpska) (UCPA) feront appel aux systèmes et aux procédures opérationnelles en place ainsi qu'au personnel qui travaille actuellement pour le projet de renforcement des entreprises rurales, avec quelques remaniements mineurs ou le recrutement de consultants – principalement pour couvrir les besoins pendant les deux années où les activités du projet et celles du projet de renforcement des entreprises rurales se chevaucheront et parce qu'une présence soutenue est nécessaire dans les municipalités du Sud-Est qui composeront la zone de projet en Republika Srpska. Les services et activités au titre du projet seront assurés par des prestataires et sous-traitants du secteur privé.

Rôle de l'assistance technique

23. La capacité du pays à mettre en œuvre des projets financés par le FIDA est satisfaisante, d'où la moindre nécessité d'une assistance technique de la communauté internationale. Ce type d'appui sera apporté de manière ciblée dans des domaines tels que les produits financiers innovants et la mise en place de normes nationales. Des experts locaux appuieront d'autres éléments du projet, portant notamment sur l'aide aux coopératives et associations d'agriculteurs, l'introduction de technologies agricoles modernes et le soutien aux industries agricoles, aux PME en milieu rural et aux services de finance rurale.

Situation des principaux accords d'exécution

24. La plupart des modalités d'exécution du projet sont en place dans les deux entités, dont les organes directeurs (les Ministères de l'agriculture de chaque entité et leur comité de pilotage et UCP) ont montré leurs capacités dans ce domaine. La version finale des manuels d'exécution des principales activités est prête.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

25. Le coût total du projet est de 25,6 millions d'USD sur cinq ans. Les sources de financement sont les suivantes: FIDA, 11,1 millions d'USD (43%); Fonds de l'OPEP pour le développement international, 6,0 millions d'USD (24%); Gouvernement de Bosnie-Herzégovine, 2,5 millions d'USD (10%); bénéficiaires du projet, 3,9 millions d'USD (15%); et institutions financières participantes, 2,1 millions d'USD (8%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

26. Les avantages découleront: i) de l'accroissement des rendements des cultures et de la productivité du bétail; ii) de la commercialisation d'une quantité accrue de produits agricoles; iii) de la diminution des pertes au cours de la production, de la transformation et du transport des produits agricoles, grâce à des techniques innovantes et à une infrastructure rurale améliorée; iv) de l'amélioration de la qualité des produits; v) de l'accès plus large au crédit de longue durée, avec des débouchés assurés; et vi) des possibilités d'emploi plus nombreuses.

Viabilité économique et financière

27. Une série de modèles représentatifs d'entreprises et d'exploitations a été mise au point pour les investissements à réaliser par de petits exploitants dans les domaines de l'élevage et de la production de cultures stratégiques et à valeur élevée, par les PME dans la production laitière et fruitière et par les microentreprises dans des activités agricoles et extra-agricoles. Les résultats montrent que les retours sur investissement sont attrayants et que le profit net dégagé annuellement par les ménages d'exploitants ou les PME après financement enregistrera un gain considérable, allant de 35 à 66%. L'analyse économique fait état d'un taux de rendement de 24%.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

28. Les fonctionnaires chargés du suivi-évaluation au sein de l'UCP et de l'UCPA seront responsables de la gestion des savoirs et de la communication; ils veilleront à ce que l'information soit complète, communiquée et diffusée avec efficacité aux groupes cibles du projet. L'équipe de gestion du projet dans le pays et le FIDA s'attacheront en outre à recueillir des renseignements sur le projet et à les diffuser à toutes les parties prenantes à l'échelle nationale.

Innovations en matière de développement

29. Les principales caractéristiques novatrices du projet par rapport aux opérations précédentes du Fonds dans le pays (projet de développement de l'élevage et du financement rural) sont les suivantes: i) l'éventail plus large (tant en type qu'en nombre) des entreprises devant recevoir une aide; ii) l'appui explicite et plus spécifique accordé aux nouvelles coopératives devant être établies et renforcées, en tant qu'élément essentiel pour mettre en place des conditions propices à une amélioration de la productivité agricole et une présentation et une commercialisation plus efficaces des produits agricoles; et iii) le renforcement du soutien accordé aux initiatives d'épargne et de crédit en Republika Srpska.

Approche d'élargissement

30. L'expérience acquise par le Fonds et les organismes pertinents en matière de développement de chaînes de valeur utiles aux pauvres fera l'objet d'études documentaires et sera appliquée à titre expérimental dans d'autres pays de la région.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

31. La conception du projet se fonde sur la solide expérience acquise au titre du projet de développement de l'élevage et du financement rural et sur des hypothèses raisonnables concernant la mise en œuvre des activités et leur performance; le projet ne comporte donc pas de risques excessifs. Les risques qui pourraient être rencontrés portent principalement sur les remaniements éventuels des politiques publiques et du cadre stratégique et sur la volonté de l'administration locale et des autres parties prenantes de participer au projet. L'UCP et l'UCPA pourront prendre des mesures pour atténuer ces risques, tout comme le comité de pilotage.

Classification environnementale

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé dans la catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

K. Durabilité

33. La durabilité reposera sur la participation des municipalités, des acteurs des chaînes de valeur du secteur privé, des banques, des organismes de microcrédit, des organismes d'épargne et de crédit, et des prestataires de services et sous-traitants. Les activités du projet devraient à terme se fonder dans les structures et systèmes publics de développement et de commercialisation.

II. Instruments juridiques et autorité

34. Un accord de prêt entre la Bosnie-Herzégovine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Les garanties importantes incluses dans l'accord négocié sont jointes en annexe.
35. La Bosnie-Herzégovine est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.
36. Je certifie que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

III. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la Bosnie-Herzégovine un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à sept millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (7 500 000 DTS) venant à échéance le 15 mars 2029 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'un taux d'intérêt égal à la moitié du taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque année par le Fonds et sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Garanties importantes incluses dans l'accord de prêt négocié

(Négociations conclues le 21 novembre 2008)

Suivi

1. Les principaux organismes d'exécution du projet assurent le suivi des activités conformément à la section 8.02 (Suivi de l'exécution du projet) des Conditions générales, à l'aide du système mis en place pour le projet de renforcement des entreprises rurales.

Suspension

2. a) Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de Bosnie-Herzégovine (ci-après dénommé "le Gouvernement") de solliciter des retraits du compte de prêt conformément à la section 12.01 (Suspension à l'initiative du Fonds) des Conditions générales si l'un des faits énoncés dans le présent accord de prêt se produit ou si l'une quelconque des circonstances suivantes a lieu:
 - i) le FIDA, après consultation avec le Gouvernement, considère que les avantages matériels du projet ne bénéficient pas suffisamment au groupe cible, tel que défini à l'annexe 1, ou qu'ils échoient à des personnes étrangères à ce groupe, au détriment de ses membres; ou
 - ii) le FIDA a notifié au Gouvernement que des allégations crédibles de corruption ou de pratiques frauduleuses en relation avec le projet ont été portées à son attention, et le Gouvernement n'a pris aucune mesure appropriée en temps utile pour y remédier à la satisfaction du FIDA; ou
 - iii) la passation des marchés n'a pas été ou n'est pas faite conformément aux dispositions de l'annexe 3 du présent accord.
- b) Le FIDA suspend, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte de prêt si l'audit demandé aux termes de la section 5.02 b) n'a pas été réalisé de manière satisfaisante dans les douze (12) mois à compter de la date de soumission des rapports financiers.

Conditions préalables aux retraits

3. Il n'est procédé à aucun retrait au titre de l'accord de prêt pour des dépenses concernant la catégorie IV de la partie B du projet tant qu'un accord approprié entre le ministère responsable et l'organisme d'épargne et de crédit n'a pas été approuvé par le FIDA, et qu'une copie signée dudit accord ne lui a pas été remise.

Conditions préalables à l'entrée en vigueur

4. Le présent accord entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article XIII (Entrée en vigueur et résiliation) des Conditions générales lorsque les conditions préalables suivantes seront remplies:
 - a) l'accord avec la Fédération et l'accord avec la Republika Srpska relatifs au projet ont été dûment signés, et leur signature et leur exécution par la Fédération et la Republika Srpska, respectivement, ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
 - b) les accords subsidiaires conclus avec la Fédération et la Republika Srpska ont été approuvés par le Fonds dans leur version provisoire; un exemplaire des accords subsidiaires signés, en substance dans la forme ainsi approuvée et certifié conforme et complet par un fonctionnaire compétent de la Fédération et de la Republika Srpska, respectivement, a été remis au FIDA; leur signature et leur exécution par le Gouvernement, la Fédération et la Republika Srpska,

respectivement, ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur ont été remplies;

- c) le présent accord a été dûment signé, et sa signature et son exécution par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes; et
- d) le Gouvernement a remis au FIDA un avis juridique favorable, émis par le Ministère de la justice du Gouvernement ou une autre autorité compétente agréée par le FIDA, concernant les points énoncés à la section 7.02 et acceptable pour le FIDA tant en la forme que sur le fond.

Key reference documents

Country reference documents

Medium-Term Development Strategy – PRSP for Bosnia and Herzegovina 2004-2007 as revised in 2006.

Gender Action Plan of Bosnia and Herzegovina 2006

Report on Poverty in Bosnia and Herzegovina 2001-2004

Early Warning System report UNDP-Bosnia and Herzegovina, 2002-2008

Donor Mapping Report 2007, UNDP/Donor Coordination Forum, August 2008. (*Unpublished draft*).

Assessment of Sustainable Development in Bosnia and Herzegovina, the report to the World Summit (WSSD), June 2002.

IFAD reference documents

Project design document (PDD) and key files, March 2008

Administrative Procedures on Environmental Assessment

Bosnia and Herzegovina COSOP (2005)

IFAD Strategic Framework 2007-2010

REEP Appraisal Report (2006)

IFAD Decision Tools for Rural Finance (2003)

IFAD Policy on Rural Finance (2000)

IFAD Policy on Targeting

Various Learning Notes (Gender; Project targeting; Rural finance; Designing for Implementation; Monitoring and evaluation; and Sustainability)

Other miscellaneous reference documents

World Bank, Bosnia and Herzegovina Country Partnership Strategy, November 2007. Report 41330-BA.

World Bank. Agricultural and Rural Development Project, Appraisal Document 2007, World Bank/SIDA.

The Delegation of the European Commission to Bosnia and Herzegovina: The Instrument for Pre-Accession Assistance (IPA), Strengthening and Harmonisation of the Bosnia and Herzegovina agriculture and rural sectors Information System.

Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p>Development Goal</p> <p>Sustained improvement in the livelihoods, particularly the incomes and employment, of Project area rural communities.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Increase in gender-disaggregated per capita, and overall household (HH) incomes, assets and of Project beneficiaries (RIMS anchor indicator) Number of jobs created for unemployed and underemployed rural people. <p>Target: 29000 Households</p>	<ul style="list-style-type: none"> -National HH expenditure income, nutrition, health surveys from BHAS and MTDS/PRSP M&E system. - Baseline, periodic and impact evaluation surveys. -Project MTR and PCR. 	<ul style="list-style-type: none"> -Social, political and economic environments remain liberal, market-based, and conducive to economic development.
<p>Purpose/ Objectives</p> <p>Sustainable rural poverty reduction by improving the opportunities of the rural poor for participation and employment in commercially competitive rural supply chains through increased access to technical know-how finance and markets.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Majority (% increase or number) of participating HHs achieve higher outputs and prices, food security and increased incomes. Increase of # public and private productive and commercial investments in poorest Municipalities of Project. Number or % of enterprises, groups, PAs, Cooperatives and SCOs assisted, operational and self-reliant. Number of enterprises established/strengthened and value chain linkages/contracts made, jobs created. Increase in volume and efficiency of marketing. Number and gender share of new jobs created in enterprises assisted by the Project. 	<p>As above, plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Component, Project progress reports, surveys and studies. - Local Government Budgets. - Baseline, periodic and impact evaluation surveys. - Project, Municipality records and company accounts/reports. - Service provider feedback. - Project M&E and PFIs records. - Case/panel studies - Supervision reports. 	<p>As above, plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Service provider and contractor availability and calibre assured. - Potential beneficiary interest sufficient, risk aversion overcome. - Municipality, Community, and private sector value chain actor collaboration forthcoming. - Entity Government microfinance regulation and activities create positive credit environment.
<p>Key Outputs</p> <p>A. Agricultural Production and Farmer Organisation</p> <ul style="list-style-type: none"> Better-off, more food secure and commercialised farming and primary producer HHs. Produce quality, presentation - and prices realised - improved. Local groups, PAs and Cooperatives empowered and business-capable. <p>B. Rural Enterprise Development</p> <ul style="list-style-type: none"> Profitable, sustainable businesses set up, market-linking infrastructure constructed/rehabilitated and well managed. <p>C. Rural Finance</p> <ul style="list-style-type: none"> Target group/s make priority value chain investments with appropriate, pro-poor loans and repay as required. PFIs expand sustainable outreach in rural areas. <p>D. Project Coordination and Management</p> <ul style="list-style-type: none"> Project efficiently and effectively implemented. 	<ul style="list-style-type: none"> Number or % of targeted farmers/primary producers receiving demand-driven extension services, demonstrations. Number or % of farmer/primary producer groups engaged in commercial enterprises with quality produce. Number (or %) of groups, PAs, Cooperatives established, improved and self-reliant. Gender balance of local organisation members/managers. Increase in range of products/services provided by PAs, Cooperatives to members. Number and types of enterprises assisted or set up Number of new jobs created (/6000 new jobs) Number and type of value chain linkages attained. Number of communities reached and participating and % contribution. Number, type of rural infrastructure schemes implemented (/42 sub-projects are funded). Number of infrastructure beneficiaries. Number of enterprises financed and credit (in FBIH /3106 for individuals and 252 to SMEs) Number, types of farm and SME loans made and repayment performance. Proportion of male/female applicants and awardees (>30% of recipients are women) Number (or %) of banks, MCOs and SCOs participating in targeted rural areas (in RS membership of 6 SCOs reach 2140 persons) PFIs Repayment rate and portfolio at risk for PFIs RLDP funds allocation, fund flows assured. Number of Municipality/Community interactions. AWPB progress/disbursement targets attained in smooth and efficient manner. Service provider systems operating and performance supervised. Gender balance in service provider contracts, numbers/%. M&E system correctly operating and used. Number of technical/PR documents published. 	<p>As above, plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Component and service provider records/reports. - Project disbursement data for services provision. -Municipality and registration records. <p>M&E and case study data.</p> <p>As above, plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> - PA, Cooperative, service provider and Municipality monitoring, progress reports. - Contractor/contract records - Evaluation by clientele panel. <p>As above, plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Component and PFI records. - PFI accounts and reports. - Specialist Consultant reports. - Supervision, progress reports. - Project accounts and records. - Records/minutes of meetings. - Periodic M&E outputs. 	<p>As above, plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Collaboration of lead farmers obtained. • Linkage, contract arrangements fulfilled with private sector. • PAs, Cooperatives have sound management, strong business plans and financial controls. <p>As above, plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Beneficiary obligations for contribution and O&M responsibilities realised <p>As above, plus:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sufficient interest of borrowers and good opportunities. • No major change in financial climate, lending terms. <p>Continued stability of A/PCU staffing and operations.</p> <ul style="list-style-type: none"> •Community/ beneficiary group participatory M&E in effect. •Gender factors included in staff, service provider conditions.

